

L'Economie Sociale et Solidaire, une
alternative communautaire pour les
communautés afro-américaines

Résumé

Aujourd'hui, l'Economie Sociale et Solidaire (ESS) est un thème sur lequel on légifère un peu partout dans le monde. Dans cet article, nous nous pencherons sur les origines de ce concept aux Etats-Unis. Dans un contexte à forte dominante capitaliste qui la relègue au second plan, nous nous proposons de l'étudier sous l'angle communautaire. "Communautaire" en Amérique du Sud n'a pas la même signification que "communautaire en France. Nous considérons la communauté comme une multitude de groupes se rassemblant autour d'un acquis qui affecte psychologiquement et socialement les comportements et les interprétations, c'est-à-dire autour d'une même culture.¹ L'ESS représente un double enjeu pour la communauté afro-américaine : si cette dernière en est l'initiatrice, l'ESS est aussi la clé de son affirmation. L'objet de cet article est de montrer en quoi le communautarisme afro-américain était précurseur des initiatives actuelles de l'ESS aux Etats-Unis, dans un environnement qui lui a été en permanence hostile, le poussant à innover pour exister. Pour cela, nous suivrons un plan chronologique qui décrit la transition d'un mouvement communautaire réprimé à une affirmation de l'économie sociale et solidaire.

Dans une première partie, nous étudierons la période allant de la répression du communautarisme afro-américain jusqu'au début du XX^{ème} siècle. En effet, les rapports constants de domination offrent un terrain fertile à l'éclosion d'initiatives citoyennes solidaires. Etudier la genèse du communautarisme dans un contexte d'esclavage et de déracinement nous permettra d'analyser les éléments inhérents à l'émergence d'une nouvelle coopération émancipatrice.

Dans une seconde partie, nous étudierons des mouvements contestataires qui ont favorisé l'affirmation de la communauté afro-américaine aux Etats-Unis. Pour lutter contre ces rapports de domination, de nombreuses initiatives ont été prises au fil du temps, nous en étudierons deux en particulier. Le Montgomery bus boycott fut l'un des mouvements qui engendra une cohésion dans la communauté afro-américaine. Cette affirmation de son identité a impulsé son organisation basée sur la solidarité. De la même façon, les Black Panthers ont permis à cette communauté de promouvoir une économie alternative à travers le développement de programmes sociaux.

Enfin, nous verrons que les initiatives solidaires ne sont désormais plus réprimées mais encouragées. Ainsi, le cadre leur est devenu favorable, principalement grâce à l'appui institutionnel. En effet, ces dernières décennies, les politiques publiques américaines ont suivi trois axes : le développement économique, l'accès à l'emploi et à la formation, et le développement économique communautaire. Des acteurs, publics comme privés, agissent en faveur de ce dernier, que ce soit par la mise en place directe d'actions de solidarité, par le financement d'actions ou par le positionnement en tant qu'intermédiaires entre le monde de l'entreprise et les communautés.

Dans le contexte de globalisation actuel, la palette des initiatives de l'économie sociale et solidaire est vaste. Par leur singularité, celles prises en Amérique du Nord au sein de la communauté afro-américaine contribuent à élargir les perspectives internationales de l'ESS.

Mots-clés : Economie Sociale et Solidaire; communauté afro-américaine; mouvements contestataires; initiatives

¹ Hofstede, Geert, *Culture's Consequences: Comparing Values, Behaviors, Institutions and Organizations Across Nations*, 2nd Edition, Thousand Oaks CA: Sage Publications, 2001.

Abstract

Nowadays, social and solidarity-based economy is a theme on which we legislate all around the globe. In this article, we will focus on the origin of that concept in the United States of America. In the context of a strong capitalist dominance pushing it into the background, we will study this theme on a “community” perspective. Community is taken as a multitude of groups gathering around a same culture that is to say around a knowledge, which affects both psychologically and socially, the behaviors and interpretation of those groups. Social and solidarity-based economy represents a double stake for African American community: if this specific community is a reason to its genesis, social economy is at the same time a key to its affirmation. The object of this article is to show how African American communities were the originators of nowadays social economy initiatives in the United States, in an environment which was constantly hostile, forcing them to innovate to exist. In this perspective, we will follow a chronological plan describing the transition from a repressed community movement to an affirmation of social and solidarity-based economy.

In a first part, we will study the period from the repression of African American communities to the early twentieth century. Indeed, the constant relations of domination offer fertile ground for the blooming of solidarity-based citizen initiatives. Studying the genesis of African American community in a context of slavery and uprooting will allow us to analyze the elements that are inherent to the emergence of a new emancipatory cooperation.

In a second part, we will study the protests movements that have favored the affirmation of the black community in the United States. To fight against these relations of domination, many initiatives have been taken over time, we look at two of them in particular. The Montgomery bus boycott was one of the movements that produced a cohesion in the African American community. This assertion of its identity has encouraged its organization based on solidarity. Similarly, the Black Panthers have allowed this community to promote an alternative economy through the development of social programs.

Finally, we will see that solidarity initiatives are no longer repressed but encouraged. Instead, the actual settings have become favorable for them, mainly through institutional support. Indeed, in recent decades, US policy have followed three areas: economic development, access to employment and training, and community economic development. Actors, public and private alike, act in favor of the latter, either by setting up direct solidarity actions, through the funding of equity or by positioning as an intermediary between the world of business and the communities.

In the current context of globalization, the range of social and solidarity economy initiatives is vast. By their singularity, those taken in North America within the African American community help to widen the international outlook of the social and solidarity-based economy.

Keys words: Social Economy; African American community; protest movements; initiatives

Sous la direction de :

Agbessi Eric, Laboratoire Communication et Solidarité, Université Blaise Pascal,
eric.agbessi@univ-bpclermont.fr

Collaborateurs :

Amélie Affaire, Master Conduite de projets solidaires locaux et internationaux, Université Blaise Pascal, amelie.affaire@etudiant.univ-bpclermont.fr

Laura Brocard, Master Conduite de projets solidaires locaux et internationaux, Université Blaise Pascal, laura.brocard@etudiant.univ-bpclermont.fr

Marine Cabot-Hillaire, Master Conduite de projets solidaires locaux et internationaux, Université Blaise Pascal, marine.cabot-hillaire@etudiant.univ-bpclermont.fr

Angèle Dransart, Master Conduite de projets solidaires locaux et internationaux, Université Blaise Pascal, angele.dransart@etudiant.univ-bpclermont.fr

Laure Gardarin, Master Conduite de projets solidaires locaux et internationaux, Université Blaise Pascal, laure.gardarin@etudiant.univ-bpclermont.fr

Lucie Longueville, Master Conduite de projets solidaires locaux et internationaux, Université Blaise Pascal, lucie.longueville@etudiant.univ-bpclermont.fr

Arielle Ndimbiarivola, Master Conduite de projets solidaires locaux et internationaux, Université Blaise Pascal, arielle.ndimbiarivola@etudiant.univ-bpclermont.fr

Lucie Parnaudeau, Master Conduite de projets solidaires locaux et internationaux, Université Blaise Pascal, lucie.parnaudeau@etudiant.univ-bpclermont.fr

Anne-Gaëlle Pelletant, Master Conduite de projets solidaires locaux et internationaux, Université Blaise Pascal, anne-gaëlle.pelletant@etudiant.univ-bpclermont.fr

Laura-Lise Plazenet, Master Conduite de projets solidaires locaux et internationaux, Université Blaise Pascal, laura-lise.plazenet@etudiant.univ-bpclermont.fr

Jaime Rimaycuna Master Conduite de projets solidaires locaux et internationaux, Université Blaise Pascal, jaime.rimaycuna@etudiant.univ-bpclermont.fr

Geoffrey Volat, Master Conduite de projets solidaires locaux et internationaux, Université Blaise Pascal, geoffrey.volat@etudiant.univ-bpclermont.fr

Introduction

“It was dangerous you could get lynched, your stuff could get burned. And why? Because you were trying to do something on your own or challenging the white economic structures and you weren't supposed to do that”².

Jessica Gordon, auteure de l'ouvrage *Collective Courage*, est une économiste politique spécialisée en économie de la communauté, économie politique des populations noires et alphabétisation économique populaire. Elle nous raconte ici que s'organiser en coopératives avant et durant le mouvements des droits civiques afro-américains était interdit et sévèrement puni. C'est à partir de constats comme celui-ci que nous avons décidé de nous poser plus de questions sur le communautarisme afro-américain et ses initiatives solidaires.

Dans cet article, nous allons aborder différentes notions comme la communauté, la culture, l'économie sociale et solidaire, l'identité et la co-culture. Nous supposons qu'il existe une culture afro-américaine, un sentiment de communauté partagé aux Etats-Unis. La communauté est considérée comme une multitude de groupes se rassemblant autour d'un acquis qui affecte psychologiquement et socialement les comportements et les interprétations, c'est-à-dire autour d'une même culture, et en l'occurrence ici la culture afro-américaine. Cette culture détient une identité, que nous définissons comme un “caractère permanent et fondamental de quelqu'un, d'un groupe, qui fait son individualité, sa singularité”³. Ce caractère permanent, qui va au-delà de la couleur, se base sur une histoire partagée, des habitus communs. D'autre part, l'identité se construit en rapport aux autres et est donc en perpétuelle évolution. En ce qui concerne la culture afro-américaine⁴, cette identité s'est donc construite en rapport à la majorité blanche qui réprimait ses membres. Les afro-américains se sont regroupés en tant que communauté pour diverses raisons, notamment pour des problèmes d'accès à la nourriture, à des terres cultivables, pour acheter la liberté d'un membre esclavagisé de la communauté, pour pouvoir survivre après s'être inscrit sur les listes

² “C'était dangereux, vous pouviez vous faire lynché , vos affaires pouvaient être brûlées. Et tout ça pour quoi ? Parce que vous essayiez de faire quelque chose par vous même ou que vous défiiez les structures économiques des Blancs et que vous n'étiez pas censé le faire.”

³« Liberté », dans Le Grand Larousse, Paris : Larousse, 2013

⁴ FINKELMAN Paul, *Encyclopedia of american african story*, Oxford, Oxford university place.

électorales. Tout au long de l'histoire, des coopérations ont existé et nous allons ici les rapprocher avec la notion d'ESS, l'Economie Sociale et Solidaire.

La notion d'Economie Sociale et Solidaire est une approche très française nommée "Social Economy" aux Etats-Unis. Cependant les mouvements s'universalisent et il existe aujourd'hui un réseau "Solidarity economy"⁵ dans ce même pays. Une réflexion à part entière pourrait être faite sur la distinction possible entre ces deux concepts. Nous n'allons cependant pas la réaliser dans cet article et considérer l'Economie Sociale et Solidaire comme un ensemble d'initiatives citoyennes et solidaires visant à ré-encadrer l'économie dans le social, c'est-à-dire à remettre l'économie au service de l'Homme et de son environnement⁶.

Nous nous pencherons donc sur les origines de l'Economie Sociale et Solidaire aux Etats-Unis sous l'angle communautaire de la communauté afro-américaine. Depuis la répression du communautarisme afro-américain jusqu'au temps du mouvement des droits civiques, la communauté afro-américaine a su s'organiser collectivement pour répondre à ses besoins. Pour cela elle a mis en place des actions économiques collectives et a développé des coopératives dans un but d'égalité économique avec les populations blanches, à l'époque très favorisées. La communauté afro-américaine a donc grandement bénéficié de la propriété coopérative et de la participation économique démocratique avant même que soit inventée la notion d'Economie Sociale et Solidaire. Il est important de mettre en relation la naissance d'initiatives solidairement responsables et les temps de crises. En effet, si la communauté afro-américaine peut être considérée comme précurseur dans ce domaine, c'est qu'elle a connu des crises qui l'ont poussée à devoir s'organiser pour subsister. Mais quels ont été ces temps favorables à la création solidaire ? Pourquoi et comment la communauté afro-américaine s'est-elle formée en coopératives ? Aujourd'hui, comment sont les politiques sociales ? La suite de ce document affiche un plan chronologique qui aborde dans une première partie la période allant de la répression du communautarisme afro-américain au début du XX^{ème} siècle, dans une seconde, les mouvements contestataires qui ont favorisé l'affirmation de la communauté afro-américaine aux Etats-Unis et, pour finir, la pérennisation

⁵ Solidarity Economy Network (SEN), <http://www.ussen.org/>

⁶ Cela renvoie à la définition de Jean-Louis Laville : "L'économie solidaire peut être considérée comme l'ensemble des activités contribuant à démocratiser par des engagements citoyens"

et l'évolution de l'héritage de ces années avec l'étude d'initiatives actuelles, d'acteurs impliqués et du cadre de l'Economie Sociale et Solidaire.

I. Le communautarisme socialement réprimé

S'il est vrai que nous cherchons bien à attester du fait que la communauté afro-américaine à su s'organiser de manière interne face à la répression, il semble avant tout important de revenir sur les évènements qui ont engendré les comportements hiérarchisants, excluants, voire violents, d'une communauté de personnes par rapport à une autre (Blancs/Noirs). Afin de comprendre l'émergence des initiatives communautaires, nous allons ici revenir sur la véracité de la création d'un terreau fertile. Nous commencerons par appréhender la notion de déracinement d'un ensemble d'individus, pour ensuite aborder la réalité de la ségrégation, avant de nous arrêter sur son lien avec l'affirmation de volontés individuelles de défense des intérêts collectifs.

A – Du déracinement à un statut d'infériorité

De nombreux ouvrages racontent l'Histoire, souvent relatée comme suit. “Vingt noirs sont débarqués, en 1616, d'une frégate hollandaise à Jamestown, en Virginie et sont employés dans les plantations, au même titre que les serviteurs blancs ou forçats venus d'Europe”.⁷ A la fin du XVIIème siècle, le terme “esclave” n'englobait pas la même réalité qu'aujourd'hui. Selon Oscar Handlin, historien américain et professeur à l'Université d'Harvard, il désignait en effet, sans distinction de nationalité, de race ou de religion, des individus étrangers et de condition inférieure, qui à leur arrivée en Amérique allaient travailler dans les plantations pour les colons installés. A ce travail de servitude, les Blancs étaient d'ailleurs souvent préférés car le travail dans les plantations nécessitait une certaine qualification. C'est seulement dans les années 1660 que l'on commence à noter une réelle démarcation entre les Noirs et les Blancs, mais il faudra attendre les années 1690 pour que la servitude devienne héréditaire. Et c'est au tournant du XVIIIème siècle que “le Noir” devient un être de qualité inférieure, dépourvu de droits et qui peut être marchandé.

⁷Folhen, Claude, 1999, *Les Noirs aux Etats-Unis*, collection “Que sais-je ?”.

Au lendemain de l'indépendance des Etats-Unis en 1776, 750 000 Noirs sont dénombrés sur les terres et l'esclavage est légalement aboli dans plusieurs états. Bien qu'interdit par la loi du Congrès en 1808, le coton étant en plein essor, la demande en main d'oeuvre est importante : la traite des Noirs et leur asservissement continuent. Le déplacement forcé de ces individus peut être considéré comme un changement radical dans l'organisation du monde tel que nous le connaissons aujourd'hui. Cela va modifier non seulement l'organisation sur le continent africain, par la disparition d'une partie de la population et donc des représentants d'une culture, mais ces migrations auront un impact sur l'espace et l'Histoire américaine. En effet, en même temps que ces hommes sont transportés, c'est leur culture collective qui part avec eux, c'est-à-dire "l'ensemble des phénomènes matériels et idéologiques qui caractérisent un groupe ethnique ou une nation, une civilisation, par opposition à un autre groupe ou à une autre nation"⁸. Autant d'éléments qui vont être modifiés à la rencontre avec cet autre continent et toutes les cultures qui y sont déjà représentées, car rappelons-le, les colonies américaines sont – en plus des autochtones – peuplées d'individus originaires d'horizons variés : hollandais, britanniques, français... En outre, les conditions de détention et d'exploitation des Noirs d'Afrique aux Etats-Unis font que leurs traditions et comportements sont en partie étouffés et réprimés. Il nous est alors possible de supposer que, de cette inhibition, va découler une modification de la perception identitaire de ce groupe d'individus, c'est-à-dire de ce qui le distingue d'un autre groupe. Coupés d'abord physiquement de leurs origines par ce long voyage, les immigrés africains qui ont donc perdu leur identité géographique connaissent bien souvent une rupture avec leur identité sociale et leurs repères moraux, puisque séparés de leur famille à leur arrivée aux Etats-Unis. Paroxysme de ce déracinement, par l'attribution d'un numéro les réduisant à l'état de propriété, ces hommes et femmes sont coupés de leur identité personnelle qui consiste, selon Locke, dans "la conscience d'une personne qu'elle a d'être et de demeurer d'un bout à l'autre de sa vie la même personne". Et cette prise de distance forcée et brutale avec leur identité à la fois collective et individuelle a, nous le supposons, été déterminante par la suite, dans la genèse communauté "Noire" aussi distincte des "Blancs" et empreinte d'une culture propre, que l'on qualifie aujourd'hui de "culture afro-américaine". Ces communautés deviennent alors le lieu de l'expression d'un fort besoin d'appartenance et d'identification, découlant naturellement d'une privation préalable.

⁸ « Culture », dans Le Grand Larousse, Paris : Larousse, 2013

Portés par des valeurs communes, c'est surtout un désir de liberté qui est partagé par les membres de ces communautés naissantes. C'est derrière cette idée de s'unir pour un combat, une utopie, celle d'un jour "être égaux", que va naître la solidarité qui, par la suite, teintera de manière plus ou moins prononcée les différents mouvements afro-américains que nous étudions par la suite. C'est ainsi que par exemple, en 1830, des afro-américains s'organisent pour mettre en place la "Convention Nationale Noire", dont la première réunion se tient à Philadelphie, pour soutenir le mouvement abolitionniste, largement porté par des figures comme Garrison, Wendell Philipps et Theodore Weld, afin d'accélérer l'émancipation des Noirs, menée par certains leaders (Frederick Douglass) et des médias comme le journal *Liberator*.

En 1860, avec quatre millions de Noirs dans les états cotonniers, la question de l'esclavage devient prédominante, jusqu'à scinder le pays en deux : le Nord et le Sud. C'est après la guerre de Sécession que, de l'esclavage, le pays passera à la ségrégation. Par le biais du XIIIème amendement, les afro-américains, certains n'ayant jamais été libres, le deviennent enfin. Mais la jouissance de ce droit est elle-même limitée par ce qu'elle a d'abstrait à leurs yeux. La liberté au sens strict du terme se caractérise par "une situation donnant la possibilité d'agir selon ses propres choix, sans avoir à en référer à une autorité quelconque, en dehors de toute pression extérieure ou de tout préjugé, et non-contrainte par un engagement d'ordre contractuel, conjugal ou sentimental"⁹. De fait, pour des personnes en servitude depuis leur naissance, la liberté n'est pas innée, elle doit être réapprise. Les affranchis sont désormais face à leurs propres choix et donc leurs responsabilités. C'est dès cette époque là que semble émerger au sein de la communauté une volonté, non plus seulement de survivre, mais de s'organiser pour survivre. Cette organisation est sous le signe de la solidarité, de l'entre-aide dans la difficulté. D'une part entre les membres d'un groupe, celui des affranchis, liés par une même communauté de destin. D'autre part, ceux de la "communauté blanche", les "abolitionnistes" pour qui cet affranchissement était littéralement devenu un combat, et qui dès la fin de la guerre de Sécession, s'investissent aussi d'un devoir d'accompagnement.

⁹« Liberté », dans *Le Grand Larousse*, Paris : Larousse, 2013

Ainsi, “en mars 1865, leur action [des Noirs et des associations humanitaires venues du Nord] conduit au vote par le Congrès, de la loi créant le Freedmen Bureau, chargé d’accueillir et de subvenir aux besoins immédiats de ces réfugiés en utilisant les terres abandonnées par leurs propriétaires. Ce bureau dirigé par des militaires n’a rien de permanent : il correspond à une situation d’urgence. Ses missions restent étroitement limitées ; il ne s’agit ni de trop assister les affranchis, ni de leur faire des promesses inconsidérées au sujet de la propriété des terres.”

¹⁰Dans l’ouvrage, dont est extraite cette citation, *Histoire des Etats-Unis : de 1776 à nos jours*”, l’auteur atteste d’une volonté du gouvernement d’accompagner par l’institutionnalisation, sans pour autant créer une dépendance, notamment par le choix du caractère temporaire du Bureau. Cette instance, aussi appelée le “Bureau des Affranchis, Libérés et Terres abandonnées”, instaure par exemple le day-to-day-duties, qui permettait de fournir aux anciens esclaves sans argent des vêtements et des rations alimentaires chaque jour. Des écoles et des églises furent construites et la formation de professeurs pour aller enseigner dans les écoles fut également financée. La communauté afro-américaine, jusque là très limitée dans l’accès à l’éducation, fait preuve d’un élan notable pour s’instruire, tous âges et sexes confondus. Les résultats sont conséquents et mesurables. “Le Bureau des affranchis dura jusqu’en 1870 : il avait à cette époque créé 2000 écoles, placé 2500 maîtres, instruit dans les écoles plus de 100 000 élèves réguliers, et 150 000 dans les cours du soir. Il aida aussi à la création des écoles normales et des universités pour les étudiants de couleur.”¹¹. Cependant, l’organisation garde alors encore un caractère majoritairement extérieur à la communauté afro-américaine. Ce sont les prémices répondant à l’inévitable appel d’une volonté d’indépendance, mais qui pour l’heure s’apparentent encore à de l’assistance et ne témoignent pas d’une volonté interne d’auto-suffisance telle que nous l’aborderons par la suite.

En effet, cette liberté reste superficielle et provisoire : les affranchis sont très vite réemployés dans les plantations à l’avantage des propriétaires -souvent de communautés blanches- et, nous le verrons par la suite, la législation tourne rapidement en leur défaveur. Nous allons donc voir par la suite comment cet avant-goût de liberté a pu pousser progressivement la communauté afro-américaine à se réunir pour structurer et coordonner leurs volontés et leurs actions, au

¹⁰ Portes, Jacques, 2013, *Histoire des Etats-Unis : de 1776 à nos jours*, éditions Armand Colin.

¹¹ <http://www.inrp.fr/>

nom d'une utopie porteuse de valeurs et de changements.

B) De l'abolition de l'esclavage à la ségrégation - Les prémices de l'auto-organisation des Afros-Américains affranchis

La période de Reconstruction, de 1865 à 1877, c'est-à-dire la période suivant la Guerre de Sécession, vit la destruction du système esclavagiste et le retour des États du Sud dans l'Union. Comme nous l'avons vu précédemment, trois millions et demi de Noirs sont libérés, donnant lieu à une période de transformation sociale et politique inédite. En effet, après 1865, les premières populations afro-américaine du Sud, alors sans travail, migrent vers le Nord, et plus spécifiquement vers les cités industrielles du Midwest et du Nord-Est des États-Unis. Néanmoins, elle sont rejetées par les populations blanches, et se regroupent alors dans certains quartiers : Harlem à New York, Roxbury, Mattapan et North Dorchester à Boston. Bien qu'installées dans les états défenseurs des droits afro-américains, soulignons toutefois que ces populations nouvellement arrivées souffrent du chômage ou d'un emploi très mal payé. Ces premières migrations sont capitales dans la construction d'une résistance afro-américaine et de la quête d'émancipation sociale, économique et culturelle. En effet, il est important de garder à l'esprit que l'émergence d'une nouvelle coopération émancipatrice par l'écllosion d'initiatives citoyennes solidaires ne pouvait se faire qu'à partir d'un regroupement des populations. Par ailleurs, il convient aussi d'affirmer, et nous le verrons par la suite, que la pauvreté qui règne au sein des quartiers afro-américains a été un facteur prépondérant dans l'organisation socio-économique de la communauté afro-américaine.

D'autre part, les états du Sud sont heurtés par les destructions opérées durant la guerre par l'Union victorieuse, suivies, durant la période de Reconstruction, par des politiques d'exploitation économique, notamment par les carpetbaggers (immigrants économiques venant du Nord, voyageant avec un sac en toile à tapis) associés aux scalawags, natifs du Sud collaborant avec le nouveau pouvoir. Ces événements ont généré une amertume tenace envers le gouvernement fédéral, parmi les anciens états confédérés et leur descendance. Ainsi, dès les premiers mois suivant la victoire de l'Union, des "blacks codes", c'est-à-dire des lois très

discriminatoires envers les Noirs, sont votés dans les états du Sud. Ces “blacks codes¹²” entraînent la réaction du gouvernement fédéral et le renforcement de la Constitution avec les amendements XIV et XV. Ces articles garantissent la citoyenneté à toute personne née aux États-Unis et assurent le droit de vote à tous les citoyens des États-Unis¹³. En outre, l’Union engage une présence renforcée des troupes fédérales pour s'assurer de l'application des nouvelles règles.

Aujourd'hui, il semble que cette amertume provoquée par la Guerre de Sécession et la période de Reconstruction soit un facteur essentiel de la ténacité des attitudes ségrégationnistes de la population blanche. Notre propos va maintenant se concentrer sur le caractère ségrégationniste des états du Sud, anihilant la jouissance des droits civiques de la population afro-américaine, et perpétuant le lynchage de cette dernière.

La période de Reconstruction prend fin à l'occasion de l'élection présidentielle de 1876, qui voit un litige concernant l'élection du Président des Etats-Unis. Démocrates et Républicains déclarant la victoire de leur candidat respectif, ce litige se règle par un accord informel et non écrit, nommé Compromis de 1877. Ce compromis offre la victoire de l'élection au candidat républicain, en contrepartie de quoi l'Etat fédéral met fin à son contrôle sur les états du Sud qui ont participé à la guerre de Sécession. La fin de cette Reconstruction marque un nouveau tournant dans l'Histoire des Etats-Unis. Dans les états du Sud, les droits accordés aux afro-américains sont immédiatement remis en cause par l'adoption des lois Jim Crow qui créent un système de ségrégation raciale. Les lois Jim Crow sont une série d'arrêtés et de règlements promulgués généralement dans les municipalités ou les états du Sud des États-Unis entre 1876 et 1964. Ces lois, qui constituent l'un des principaux éléments de la ségrégation raciale aux États-Unis, distinguent les citoyens selon leur appartenance « raciale » et, tout en admettant leur égalité de droit, elles imposent une ségrégation de jure dans tous les lieux et services publics.

Les lois Jim Crow respectent - selon l'interprétation qui en est faite - les droits civiques attribués aux Noirs, mais séparent Noirs et Blancs dans tous les domaines de la vie publique

¹² Exemple de Black Codes au Texas en 1866;
<http://www.blackpast.org/primarywest/1866-texas-black-codes>

¹³ Amendements XIV et XV de la Constitution américaine;
<http://constitutioncenter.org/constitution/the-amendments>

en se basant sur un principe « separate but equal ». Durant cette période, une grande partie de la législation des droits civiques est même déclarée anticonstitutionnelle par la Cour suprême. Tout particulièrement, la Cour suprême déclare dans les “Civil Rights Cases” de 1883 que le “Civil Rights Act” de 1875 est inconstitutionnel, le XIV^e amendement ne concernant que les états et non les personnes, le Congrès ne peut interdire aux personnes et aux entreprises privées (transport, restauration, théâtres) de pratiquer la ségrégation.

En 1896 la cour va plus loin, avec l'arrêt Plessy v. Ferguson elle autorise les états à pratiquer eux-mêmes la ségrégation, il suffit pour cela que les conditions offertes aux deux races respectent la doctrine « separate but equal ».

Proposons un état des lieux de la situation afro-américaine en 1880. Les États-Unis sont le théâtre d'une migration de la population afro-américaine nouvellement affranchie, du sud vers le nord. Ces migrants, rejetés par la population blanche urbaine, s'installent dans des quartiers comme Harlem, et commencent à s'auto-organiser pour affronter la ségrégation (plus discrète mais également présente dans le Nord) et la pauvreté.

La population afro-américaine du sud, quant à elle, subit de plein fouet les lois ségrégationnistes Jim Crow, dans la parfaite indifférence de l'État fédéral, la Cour Suprême ne s'étant pas opposée aux pratiques orchestrées contre la population afro-américaine. En outre, s'ils ne souffrent plus du statut d'esclave, les afro-américains deviennent des métayers au sort misérable. C'est un quasi-retour à la situation post-Guerre de Secession pour ces populations.

En revanche, dans le même temps, l'affranchissement des esclaves noirs, l'auto-organisation de la communauté afro-américaine et la volonté de s'émanciper par l'instruction notamment, donnent lieu à la révélation des premiers leaders charismatiques afro-américains des États-Unis.

C - Mouvements émancipateurs afro-américains et violences

Alors quels moyens employer pour lutter contre la ségrégation ? Telle fut la question qui, à la fin du XIX^e siècle, réunit l'élite issue de la classe moyenne afro-américaine émergente dans les décennies précédentes, et qui s'est fortifiée de la nouvelle population affranchie.

L'enjeu, comme nous l'avons amorcé dans l'état des lieux qui précède, est de s'organiser autour d'une élite instruite, scolarisée dans les écoles et les universités fondées au sortir de la guerre de Sécession, grâce souvent au soutien de sociétés philanthropiques du Nord et de l'Union League (une organisation de soutien des affranchis proche des radicaux républicains). Parmi cette élite intellectuelle, nous proposons de concentrer notre recherche sur les deux leaders que sont Booker T. Washington et William E.B. Du Bois, deux intellectuels dont les pensées complémentaires et conflictuelles ont déterminé la réaction des communautés afro-américaines à la question de la ségrégation raciale.

Pour Washington (1856-1915), dernier grand leader noir à avoir connu l'esclavage, la fin de la ségrégation passe moins par la contestation que par la négociation avec le gouvernement et surtout par l'acquisition de l'indépendance économique, qui conduira au pouvoir politique. Dans cette optique, Washington appelle les afros-américains à accepter provisoirement la privation des droits civiques et sociaux, et le "separate but equal" imposé par les Blancs au pouvoir, afin de mieux se concentrer sur l'apprentissage des savoirs manuels et des compétences professionnelles. En résonance avec ces principes, Booker T. Washington fonde la première école normale chargée de former les enseignants pour la scolarisation des jeunes afros-américains du Sud. Il estime que l'éducation est la clef de la promotion sociale et économique de sa communauté. Ainsi, c'est également pour cela qu'il conseille aux afros-américains d'accepter provisoirement la ségrégation provisoirement, pour afin de concentrer leurs efforts sur l'instruction et la conquête de l'indépendance économique. Son approche non-conflictuelle et pédagogique reste atypique dans l'histoire des mouvements afro-américains. Son ascension sociale, de l'esclavage au leadership de la communauté afro-américaine, sa reconnaissance au niveau mondial, démontrent les enjeux fantastiques de l'enrichissement intellectuelle et de l'instruction.

Pour W.E.B Du Bois (1868-1963) et pour la faction radicale des activistes noirs qui le soutient, cette approche discrète et progressive n'est pas adaptée à la conjoncture ségrégationniste de l'époque. Ce professeur de l'Université d'Atlanta milite contre les injustices raciales et les lynchages dont les afro-américains sont régulièrement victimes. Engagé politiquement, Du Bois reproche à Washington son apolitisme, qui a pour unique

conséquence d'enfermer les afros-américains dans leur infériorité¹⁴. “So far as Mr. Washington apologizes for injustice, North or South, does not rightly value the privilege and duty of voting, belittles the emasculating effects of caste distinctions, and opposes the higher training and ambition of our brighter minds-so far as he, the South, or the Nation, does this-we must unceasingly and firmly oppose him. By every civilized and peaceful method we must strive for the rights which the world accords to men.”¹⁵ Du Bois, à l'inverse, appelle les afros-américains à s'engager au sein des instances politiques afin de retrouver leurs droits et leurs libertés confisqués par le pouvoir blanc. Le débat entre les deux hommes dure jusqu'à la disparition de B. Washington en 1915. Cet affrontement théorique, d'une grande richesse, offre des voies radicalement opposées, fondées sur deux raisonnements distincts. Nous allons le découvrir maintenant, l'exceptionnelle durée de vie de W.E.B Du Bois lui permit d'appliquer son raisonnement à de nombreuses reprises, ce qui a également pour conséquence de placer au second plan la logique de B. Washington.

Après une révolte intellectuelle, d'autres formes d'expression émergent. Ce sont des organisations visant à mener des actions concrètes que des groupes de la communauté afro-américaine mettent en place : des mouvements contestataires.

En exemple, nous parlerons du mouvement Niagara (Niagara Movement), fondé en 1905 par trente-deux hommes menés par W.E.B. Dubois et Monroe Trotter. C'est un collectif radical qui vise à promouvoir l'égalité des droits et à faire disparaître les préjugés à la fois raciaux et parmi les classes sociales. C'est dans la *Déclaration de ses principes* (1905) que le collectif expose ses lignes d'action. L'un des grands éléments est la volonté de garantir à la communauté afro-américaine le statut de citoyen au même titre que les autres avec l'obtention des mêmes droits: droit de vote, égalité face à la loi. Aussi l'éducation occupe-t-elle une place importante dans la Déclaration avec la revendication du droit à l'éducation pour tous les enfants afro-américains. “High school training should be adequately provided for all, and college training should be the monopoly of no class or race in any section of our common country”¹⁶. Le Mouvement appelle également au droit au travail. Un travail obtenu dans le

¹⁴ Jones, Angela, *African American Civil Rights Early Activism and the Niagara Movement*, 2011, p.219

¹⁵ Du Bois, W.E.B., *The souls of Black folk*, 1903, p.46

¹⁶ The Niagara Movement, *Declaration of Principles*, 1905

respect d'une totale égalité des citoyens, et seulement basé sur l'appréciation de leurs compétences. A travers cette réclamation, c'est l'homme lui-même, indépendamment de son origine qui doit être considéré professionnellement. Le Mouvement Niagara, de par sa lutte pour l'égalité, offre une nouvelle vision, il reconsidère l'homme, en particulier son statut et sa place dans le secteur laboral et, par extension, dans le secteur économique. Par la suite en 1908, le Mouvement disparaît, année où une violente et meurtrière émeute raciale explose à Springfield, Illinois. Pour les activistes, une organisation plus puissante de lutte est nécessaire.

Ainsi est créée la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP). Tous deux créés en 1909, les mouvements sont liés, d'ailleurs Dubois en est aussi l'un de ses fondateurs. La NAACP suit les grandes lignes du Mouvement Niagara : la lutte pour les droits et l'égalité des afro-américains. De plus, la NAACP se donne pour objectif de mener des actions de lutte contre la ségrégation, la discrimination et aussi les brutalités, et cela directement devant les tribunaux fédéraux. Ainsi, en 1950, la doctrine « separate but equal » est déclarée inconstitutionnelle, afin de combattre la ségrégation dont étaient victimes les élèves afro-américains à l'école.

Quelques années plus tard, un autre mouvement apparaît, d'une autre nature, mais toujours dans l'intérêt de conditions de vie différentes pour les afro-américains. Il est fondé en 1917 par Marcus Garvey et est nommé l'Association universelle pour l'amélioration de la condition noire (United Negro Improvement Association, UNIA). La pensée, la démarche et le message de ce mouvement sont différents. Garvey, contrairement aux militants pour l'intégration, estime qu'il n'y a qu'en Afrique, tel qu'au Libéria, que les afro-américains pourront être respectés et vivre librement. "We of the Universal Negro Improvement Association are determined to unite the 400,000,000 Negroes of the world to give expression to their own feeling; we are determined to unite the 400,000,000 Negroes of the world for the purpose of building a civilization of their own. And in that effort we desire to bring together the 15,000,000 of the United States, the 180,000,000 in Asia, the West Indies and Central and South America, and the 200,000,000 in Africa. We are looking toward political freedom on the continent of Africa, the land of our fathers."¹⁷

¹⁷ Garvey, Marcus, *The principles of the Universal Negro Improvement Association*, speech, 1922

La démarche de Garvey et de l'UNIA est intéressante puisque celui-ci choisit de porter les actions visant à alimenter son projet dans le domaine économique. Pour le voyage, il crée en 1919 une compagnie maritime nommée la Black Star Line. Afin de financer cet investissement, il fait appel à la contribution financière des afro-américains qui deviennent alors actionnaires de la compagnie (le but étant ici de privilégier l'auto-financement dans la même veine que les micro-cédits actuels). Le mouvement profite d'une forme de financement participatif assuré par des membres de la communauté afro-américaine, on assiste à une organisation non plus intellectuelle mais aussi économique. Garvey est d'ailleurs suivi par des milliers de sympathisants, on assiste à la création d'une économie parallèle et souterraine, ce qui fait émerger plusieurs critiques. Le mouvement est singulier puisqu'à travers l'association il met en place un réseau d'entreprises commerciales dirigées par des afro-américains, à destination des afro-américains, le but étant d'assurer leur propre indépendance économique. Aussi, il fonde des usines, des réseaux de distribution et deux journaux afin de communiquer autour des idées de l'UNIA et des différentes actions menées. A travers la Black Star Line, Garvey souhaite l'affranchissement de la communauté afro-américaine à la fois du pouvoir politique et aussi économique mis en place par les Blancs, vraie raison, selon lui, de leur domination. "Prejudice of the white race against the black race is not so much because of color as of condition; because as a race, to them, we have accomplished nothing; we have built no nation, no government; because we are dependent for our economic and political existence"¹⁸. Ainsi, en se rassemblant parallèlement et en s'organisant indépendamment autour de ce projet, une partie de la communauté afro-américaine fait émerger une forme d'auto-suffisance en interne autour d'idées communes d'émancipation.

Face à à l'organisation de ces mouvements réactionnaires, la violence contre la communauté afro-américaine sévit toujours. Le pays continue à souffrir de ségrégation qui s'exprime souvent de manière violente au sein de la société états-unienne. Dans les années 1920, le Ku Klux Klan (KKK), organisation suprématiste blanche protestante créée en 1865, continue ses attaques envers la communauté afro-américaine et ceux qui la côtoient et l'aident : immigrants, catholiques, juifs...Les brutalités sont sévères, en plus des lynchages aux branches des arbres, certaines victimes sont recouvertes de goudron bouillant et de plumes, ou marquées au fer des trois lettres KKK.

¹⁸ Garvey, Marcus, *Philosophy and Opinions of Marcus Garvey*, 1923, p.15

Enfin, comme nous l'avons vu précédemment, les prémices d'un fort exode rural des afro-américains de l'arrière pays du Sud vers les grandes villes du Nord s'organise dès la fin du XIXème siècle avec l'abolition de l'esclavage. Toutefois, c'est seulement à partir de 1910 que les Etats Unis entrent dans une période appelée la Grande migration afro-américaine¹⁹.

Cette grande vague de migration a pour conséquence la formation de ghettos urbains où les conditions de vie sont souvent difficiles. Cependant, l'auto-organisation des populations au sein de ces ghettos sont aussi le théâtre d'un bouillonnement culturel et littéraire, encouragé par les traits de fierté et de dignité développées par des intellectuels tels que Dubois. Le quartier d'Harlem par exemple est devenu, à la fin des années 1920, la capitale culturelle afro-américaine : apparition du mouvement Renaissance de Harlem, des idées du « New Negro », ou encore du jazz.

Ainsi, la communauté afro-américaine, de manière activiste ou pacifiste, s'organise progressivement au cours du XXème siècle. En effet, la force communautaire et le regroupement solidaire émergent clairement comme réponses à la répression et la violence. Nous l'avons vu, derrière les leaders charismatiques retenus par l'Histoire, ce sont les groupements de population qui permettent de faire évoluer les situations, soutenues ou non par les pouvoirs publics. Et il apparaît clairement que dès le début de ce que nous avons qualifié d'organisation interne de la communauté afro-américaine, c'est bien vers l'éducation et l'économie, piliers du bon développement de la vie en société, que sont orientées ces actions.

Dans cette continuité, tandis que les idées évoluent, de plus en plus d'actions sont menées collectivement pour défendre des droits élémentaires, et ce au sein de la communauté afro-américaine. Certaines, de par leurs significations et leur impact, donnent aujourd'hui une symbolique forte aux revendications d'une communauté qui semble s'organiser de mieux en mieux. Afin de comprendre la puissance de l'organisation communautaire et la place de la solidarité interne, mais surtout la communication faite autour de ces actions coordonnées, nous avons pensé important d'étudier de plus près deux de leurs mouvements aujourd'hui

¹⁹ Wacquant, Loïc, *De la "terre promise" au ghetto, La grande migration noire américaine*, Actes de la recherche en sciences sociales. Vol. 99, septembre 1993. Migrations et minorités. pp. 43-51.

devenus mythiques. Elles ont en effet contribué à transformer l'identité publique de la communauté afro-américaine et ainsi conditionné, voir possiblement accéléré, la structuration interne d'un réseau naissant.

II. Des mouvements symboliquement émancipateurs à la tolérance

Ainsi, la résistance de la communauté afro-américaine prend de multiples visages à travers le pays et la solidarité est engagée de multiples façons en fonction des contextes géographiques. Parmi elles, deux évènements marquent cette résistance solidaire, amenant chacun une organisation spécifique : le boycott des bus de Montgomery en Alabama, avec la création d'un système de transport alternatif, et le mouvement des Black Panthers. Si ces deux exemples illustrent un combat de longue haleine pour la reconnaissance de la communauté afro-américaine, chacun est représentatif d'une avancée progressive de cette acceptation sur des plans différents. Le boycott des bus permet ainsi de repenser un espace public commun, où les Blancs et les Noirs auraient les mêmes droits en termes d'espaces physiques. Cependant, les fortes répressions dont a été victime le mouvement des Black Panthers montrent que la reconnaissance des Afro-Américains en tant que membres à part entière de la société a été une étape bien plus difficile et douloureuse à franchir. En effet, l'idée de partager ponctuellement un espace physique qui ne nécessite pas un véritable mélange des populations est plus acceptable que celle de faire société ensemble en se reconnaissant et en s'acceptant.

A. Le Montgomery bus boycott : une organisation particulière de l'espace

Rosa Parks reste encore aujourd'hui une figure emblématique de la lutte de la communauté afro-américaine contre l'oppression ségrégationniste. Cette jeune afro-américaine refuse, le 1er Décembre 1955, de céder sa place dans un bus où les emplacements pour Blancs et pour Noirs

sont clairement délimités. Arrêtée le soir même pour violation de la loi ségrégationniste, elle marque cependant un tournant majeur dans la lutte afro-américaine. Le jour de son arrestation, le Women's political Council se réunit pour mettre en place une mobilisation considérable qui appelle la communauté afro-américaine à boycotter le réseau de transport. Le mouvement dure onze mois et fait naître une organisation de transport parallèle sans précédent. La non-violence et l'organisation stratégique sont les deux facteurs de réussite de cette révolte. Elle donne également naissance au Montgomery Improvement Association, dont Martin Luther King est le leader charismatique, avant de devenir la figure de référence de la lutte non-violente pour les droits civiques.

Cet événement est précurseur d'une mobilisation à l'efficacité redoutable, et ce sur quoi il convient de s'attarder est le contexte d'oppression dans lequel il s'opère. En effet, il est décisif, tout comme pour nombre d'autres initiatives émancipatrices et alternatives ayant émergé de par le monde, au cours du même siècle. Dans le cas étudié, l'état de l'Alabama faisant partie des états confédérés durant la guerre de Sécession, il éprouve beaucoup de difficultés à accepter le XIIIème amendement de la Constitution et la guerre laisse ainsi place à la ségrégation raciale ainsi qu'aux "Black Codes", qui, comme vu précédemment, font progressivement disparaître les droits accordés à la population afro-américaine. La ville de Montgomery, dans laquelle le boycott prend vie fait ainsi l'objet d'une oppression constante des citoyens afro-américains, et la majorité des espaces publics sont divisés pour séparer les deux populations, blanche et noire. Le réseau de transport public est pour le moins emblématique de cette ségrégation si l'on considère que 75% de sa fréquentation est constituée de citoyens afro-américains mais que la partie du fond seulement leur était autorisée. Dans ce climat de défiance, plusieurs hommes et femmes sont arrêtés avant Rosa Parks pour s'être installés dans des zones réservées aux Blancs. Ce sont ces nombreuses injustices qui ont d'ailleurs amené les femmes de la ville à constituer l'organisation du *Women's Political Council*, dirigée par Jo Ann Robinson, professeur d'anglais à l'Alabama State College, afin d'établir un dialogue avec les autorités, qui reste souvent vain.

C'est ainsi ce passé actif et cette volonté de résister collectivement à l'oppression qui permet à la communauté afro-américaine de s'organiser massivement au moment de l'arrestation de Rosa Parks. Cette notion de collectif est à la base des initiatives relevant de l'économie sociale et solidaire, pour reprendre les termes de l'ouvrage *L'Economie solidaire en pratiques*

²⁰: l'économie solidaire est définie comme "cette autre économie [qui] privilégie les formes d'entrepreneuriat collectif ainsi que les démarches favorisant l'acquisition d'une citoyenneté active et la production d'intelligence collective, ce qui se traduit dans les modes de régulation et d'organisation des activités choisies". Le faire ensemble et la solidarité sont en effet un facteur clé dans la réussite du combat de Montgomery. Par ailleurs, la prédominance des femmes tout au long de l'affaire, tant à travers le rôle de Rosa Parks que du Women Political Council, illustre une lutte portée par les deux sexes sans différenciation. Le dialogue et la résistance non-violente sont le terreau de la mobilisation qui a suivi, posant ainsi les bases d'une certaine mobilisation aux valeurs féminines.

Parallèlement, l'idéologie religieuse joue un rôle central dans la mobilisation. Martin Luther King, à l'époque nouvel arrivant dans la ville de Montgomery et pasteur de la paroisse, permet d'organiser ce mouvement massif autour des valeurs chrétiennes. Malgré les réactions vives dont la communauté fait l'objet durant le boycott, le leader garde ces principes comme fondateurs de la démarche. C'est cette force qui, durant les onze mois de boycott, permet de résister aux affrontements moraux et physiques des citoyens blancs et des autorités.

Suite aux appels au boycott du 5 décembre 1955 par le WPC et la NAACP (National Association for the Advancement of Colored People), le MIA (Montgomery Improvement Association) s'est formé afin de superviser la poursuite du boycott. Il a été décidé que le mouvement se poursuivrait jusqu'à l'obtention de la fin de la ségrégation raciale. Le MIA a alors mis en place un système de transport parallèle et a reçu beaucoup de soutien, ce qui lui a permis d'être pérenne très rapidement.

Cette association était une des premières dans son genre, c'est-à-dire une organisation qui a adopté une tactique spécifique et planifiée (le boycott des bus) afin de mettre fin à la discrimination raciale, ce qui montre une nouvelle fois l'originalité du mouvement. La réussite de ce mouvement a résidé dans une stratégie très précise et menée efficacement. Il s'agissait d'une action non-violente menée par une population déterminée. Cette non-coopération économique de la communauté afro-américaine avec les Blancs, qui a finalement abouti elle-même à une activité économique à part entière, a eu un véritable impact à Montgomery. Cette action rejoint les principes de l'économie solidaire selon Jean-Louis Lavige²¹, pour qui

²⁰ Ouvrage rédigé sous la direction de Madeleine Hersent et Arturo Palma Torres

²¹ *Economie solidaire : des initiatives locales à l'action publique et Varia*, n°190, 2007, de la *Revue Tiers-Monde*

“l'économie solidaire peut être définie comme l'ensemble d'activités économiques soumis à la volonté d'un agir démocratique où les rapports sociaux de solidarité priment sur l'intérêt individuel.”

Une des forces de la communauté afro-américaine dans ce mouvement a été de ne pas répondre aux violences et de rester unie et disciplinée, jusqu'à obtenir la fin de la ségrégation.

B. Le mouvement des Black Panthers : une organisation sociale et communautaire alternative

Après nous être intéressés à la volonté de mettre fin à la ségrégation raciale dans les transports publics avec le boycott des bus de Montgomery, nous allons nous pencher sur des revendications d'une ampleur différente : celle de permettre à un enfant afro-américain de déjeuner à la même table qu'un enfant blanc, et plus largement de repenser la société, en reconnaissant les droits civiques de la communauté afro-américaine.

Le Black Panther Party (ou BPP) est un mouvement de libération des afro-américains, qui découle de la rencontre en 1966 de deux étudiants, Huey P. Newton et Bobby G. Seale, à l'université d'Oakland, dans la région de la baie de San Francisco (Californie).

Ce mouvement souhaite incarner les idées de Malcom X, mort un peu plus d'un an et demi auparavant, mais aussi de Frantz Fanon et de Mao. Newton et Seale sont d'abord militants de la Soul Student Advisory Council (SSAC) au Merritt College d'Oakland, structure qui émane du Revolutionary Action Movement (RAM), un groupe afro-américain fondé en 1962 dans les Etats du nord et dont les membres se revendiquent comme des « nationalistes noirs révolutionnaires ». Cependant, les deux étudiants rejettent rapidement la philosophie de la non-violence ; ils considèrent les autres organisations existantes comme trop théoriques et souhaitent mener des actions plus concrètes. Ainsi, le BPP s'approprie le message de ralliement « Freedom, by any means necessary » que Malcolm X avait lui-même emprunté à Jean-Paul Sartre, et replace la violence au cœur de la rhétorique émancipatrice. Le mouvement est d'abord baptisé « Black Panther Party for Self-Defense », mais il est vite modifié, Newton souhaitant que le parti soit reconnu comme une organisation politique et non comme une milice afro-américaine paramilitaire.

Le mouvement entend mettre en application un programme politique concret, destiné directement à la communauté afro-américaine, qu'il rédige en dix points et qui présente les priorités suivantes : la liberté, le plein emploi, l'arrêt du pillage des Noirs par les Blancs, le droit au logement, l'éducation, l'exemption du service militaire, le combat contre la brutalité policière, la remise en liberté des détenus afro-américains, ou encore le droit à une justice impartiale.

Le programme pose également le principe d'un droit à l'armement et à l'autodéfense. Les premières actions du BPP consistent en plusieurs patrouilles armées qui entendent protéger les Afro-Américains des agressions des policiers blancs. Pour cela, ces militants ont toujours sur eux un Code civil qui prouve la légalité de leurs actions. Le parti se déclare communiste, finance l'achat de ses armes en vendant à ses membres le *Petit Livre Rouge* de Mao, favorise l'autodétermination des Afro-Américains et prône le renversement du gouvernement américain.

En avril 1967, le journal des Panthers diffuse sa première publication, qui fait suite à l'assassinat d'un jeune Afro-Américain de San Francisco et dont on remet en question les faits établis par la police. Un peu plus tard, Newton est arrêté pour avoir tué un policier. Malgré cela, le BPP a de plus en plus de sympathisants.

Les programmes communautaires sont destinés à construire une sorte de micro-société, parallèle à la société américaine qui discrimine les Afro-Américains. Ces programmes, d'utilité sociale car ayant pour principal but d'aider les pauvres, incluent de nombreux services gratuits, comme la construction de cliniques, la distribution de nourriture (notamment de petits-déjeuners avec le célèbre « Free Breakfast for Children Program »), de vêtements, l'aide aux personnes victimes d'addiction, le transport des familles de détenus vers les prisons, mais aussi des services à visée plus éducative, tels des cours d'économie, de politique ou encore d'autodéfense. Par leur objectif d'utilité sociale, les initiatives prises lors du mouvement des Black Panthers relèvent partiellement de ce que nous appelons Economie Sociale et Solidaire. En effet, dans leur ouvrage, Madeleine Hersent et Arturo Palma Torres précisent que «souvent, les initiatives de l'économie solidaire interviennent en réponse à des besoins mal couverts dans les domaines liés à la vie quotidienne et parfois même à des questions de survie. Leurs champs d'intervention sont nombreux et peuvent quelquefois

permettre de reconsidérer les questions de société (exclusion, consommation, travail, mobilité.)²².

Le travail dans les cliniques est assuré par des employés à mi-temps et des bénévoles, qui offrent également des services d'aide à l'accès à la nourriture et au logement. De plus, la plupart des médecins sont blancs, d'une part car il y a peu de médecins afro-américains à l'époque, et d'autre part car le parti-pris des BPP est « multi-racial ». Entre 1967 et 1969, les Black Panthers s'associent également avec des mouvements étudiants blancs qui prônent la démocratie.

Toutes ces initiatives déplaisent cependant aux autorités et en l'occurrence au FBI qui, dans le but de stopper les activités du parti et de le dissoudre, mène un programme de répression utilisé contre le Parti Communiste dans les années 1950 : le COINTELPRO (COunter INTELligence PROgram). S'ensuit alors une campagne de harcèlement et de répression mêlant manipulation, désinformation, complots, introduction massive de drogues dans les ghettos, tortures, et même meurtres. Ce programme, en criminalisant et divisant les mouvements contestataires, finit par faire implorer le parti.

En 1971, les militants les plus radicaux sont morts, exilés ou incarcérés. En 1973, le Black Panther Party disparaît.

C'est la Black Liberation Army (BLA) qui peut être considérée comme l'héritière du BPP ; elle est une réponse à la répression exercée à son encontre. La BLA, ce sont de nombreuses structures clandestines et décentralisées, formées pour protéger ceux qui passent dans la clandestinité. Bien que la plupart des cellules soient anéanties en 1973, une minorité crée sa propre organisation en 1978, la Revolutionary Task Force. Ainsi, des activistes noirs et blancs joignent leurs forces en vue d'une modification révolutionnaire et d'un processus croissant d'unification.

Finalement, les Black Panthers restent une illustration de la légitime défense et de la volonté d'accéder à la justice. Ils ont marqué l'histoire de la communauté afro-américaine et plus largement celle des Etats-Unis. Pour Tom Van Eersel, auteur du livre *Panthères Noires*,

²² Hersent, Madeleine ; Palma Torres, Arturo, *L'économie solidaire en pratiques*, 2014

*Histoire du Black Panther Party*²³, le BPP peut être vu comme une tentative de faire de la politique différemment, « une alternative socialiste et participative »⁴. Selon lui, si, dans les esprits d'aujourd'hui, le mouvement des Black Panthers est perçu comme violent et raciste, c'est dû à la désinformation menée par le FBI. Enfin, il considère comme véritable succès du BPP le travail social qui a été opéré, et qui fait de ce mouvement « une organisation réformiste sociale plutôt qu'un parti révolutionnaire violent »⁴.

Au final, ces deux mouvements sont représentatifs de la résistance de la communauté afro-américaine et de son refus d'être dominée. Nés à des échelles locales, ils étaient adaptés à un territoire particulier, mais avec un objectif commun. Violents ou non, plus ou moins réprimés, ces mouvements ont chacun permis d'évoluer vers une situation meilleure pour la communauté afro-américaine, tout en étant précurseurs de l'économie sociale et solidaire.

III. Pérennisation et évolution de l'héritage de la communauté Afro-Américaine

La communauté Afro-Américaine a développé des initiatives solidaires comme on organise la résistance, dans ce contexte qui lui était particulièrement hostile. Dans les décennies qui ont suivi la lutte pour les droits civiques, la situation des Afro-Américains s'est nettement améliorée. Les modes d'organisation imaginés à cette époque n'ont cependant pas disparu, et continuent à dynamiser les zones géographiques, urbaines ou rurales, habitées par des Afro-Américains. Dans le même temps, elles inspirent des initiatives au sein d'autres communautés. Autrefois réprimés, ces modèles alternatifs se sont progressivement officialisés, jusqu'à bénéficier de soutiens publics.

²³ Van Eersel, Tom, *Panthères noires, Histoire du Black Panther Party*, 2006

A. *Des initiatives communautaires qui perdurent jusqu'à nos jours*

Les initiatives développées plus haut ne sont plus d'actualité, pour la première parce que la ségrégation dans les transports est terminée, pour la seconde parce que le mouvement BPP a imposé. Cependant, certaines idées d'organisation communautaire issues directement du mouvement pour les droits civiques existent encore de nos jours, tandis que d'autres ont inspiré des initiatives plus récentes. Dans tous les cas, il est clair qu'aujourd'hui encore, aux Etats-Unis, l'identité afro-américaine reste un marqueur fort des initiatives qui émergent de cette communauté.

Du « New communities » au « Community Land Trust »:

Dans les années 1960, les Afro-Américains luttent pour les droits civiques et contre la ségrégation raciale et l'exclusion sociale, mais aussi pour l'accès à la propriété. En effet, à cause de leur origine, les Afro-Américains n'avaient pas la possibilité de devenir propriétaire de terre, des droits qui étaient réservés en priorité aux Blancs. En 1969, Robert Swann, un militant agricole collectif, décide avec certains leaders du mouvement Civil Rights du Sud des Etats-Unis, tels que Slater King (un cousin de Martin Luther King) et Faye Bennet de fonder le « New Communities ». New Communities est une fiducie foncière communautaire de 5700 acres (23 km²), qui se trouve en Albanie, Géorgie afin de garantir sur le long terme la propriété des terres à la communauté afro-américaine du Sud sans terre. Cette alternative avait pour objectif de permettre à des agriculteurs afro-américains de cultiver la terre en toute sécurité, de construire des logements, des bureaux ou des commerces en toute liberté.

Dans les années 80, le mouvement commence à s'étendre de plus en plus dans le milieu rural partout aux Etats-Unis. En 2006, elle s'étend aux villes et aux banlieues, ils deviennent alors ce qu'on appelle aujourd'hui le « Community Land Trust » qui est un modèle social, participatif et anti-spéculatif immobilier. L'alternative prend la forme de coopérative dans plusieurs villes aux USA, les membres coopérateurs possèdent, développent et gèrent les propriétés au profit de la communauté. Les coopératives de Community Land Trust sont reconnues comme des organismes non-lucratifs, qui bénéficient du statut caritatif et

éventuellement d'exonérations de taxes. La coopérative Champlain Housing Trust, qui se trouve à Burlington, dans le Vermont, est l'une des plus grandes coopératives qui fait partie de l'alternative des Community Land Trust. En 2008, elle obtient le « World Habitat Awards », prix du meilleur projet d'habitat à l'échelle mondiale, un prix décerné par les Nations Unies. Aujourd'hui, le Community Land Trust est une alternative adoptée et bien implantée aux USA. Il suscite aussi un intérêt grandissant dans le monde, particulièrement en Europe.

La persistance de la “Black Philanthropy”:

“Black philanthropy has been shaped by the realities of life on this continent; that is, often the harsh reality of oppression”²⁴, nous dit Jean Fairfax, auteur de *Black Philanthropy : its history and its future*. Aujourd'hui encore, le paysage de la solidarité aux Etats-Unis abonde d'organisations qui revendiquent leur ancrage dans la communauté afro-américaine. Le terme “philanthropy”, très présent depuis les années 2000, vient formaliser des pratiques qui, aux dires des fondateurs de ces organisations, sont “naturellement” présentes chez les Afro-Américains - ou, en tout cas, y sont une norme sociale. Si le mot philanthropie évoque chez nous une solidarité verticale, les initiatives se réclamant de la Black Philanthropy prônent l'économie du partage et l'empowerment. Par exemple, le mouvement Next Generation of African-American Philanthropists et le Birmingham Change Fund, une fondation communautaire afro-américaine de l'Alabama, ont joint leurs efforts pour créer en 2004 le Community Investment Network. Ce réseau coordonne des “giving circles”, c'est-à-dire des groupes de personnes qui mettent en commun de l'argent, du temps et des compétences afin d'améliorer les conditions de vie dans leurs communautés. Le Community Investment Network est ouvertement orienté vers les communautés Afro-Américaines et “de couleur”, avec l'objectif affiché de démocratiser la philanthropie, ou en d'autres termes de montrer que chacun, à son niveau, peut être investi dans sa communauté et y apporter le changement qu'il souhaite, sans attendre une aide extérieure.

²⁴ Fairfax, Jean, *Black Philanthropy : its history and its future in New Directions for Philanthropic Fundraising*, Wiley, 1995

B. Un développement économique communautaire

L'économie solidaire aux Etats-Unis s'organise donc, au moins pour partie, en un maillage d'initiatives directement issues des communautés. Si de nombreux mouvements revendiquent leur ancrage dans la communauté afro-américaine, beaucoup aujourd'hui s'ouvrent sur d'autres publics, mais la notion de communauté reste prévalente - et notamment de communauté non-blanche, pour reprendre l'exemple du Community Investment Network qui s'adresse aux communautés "de couleur". Cette place prépondérante des communautés donne lieu à une organisation des acteurs de l'économie sociale et solidaire très différente de celle que l'on peut observer en France. C'est pourquoi le terme d'économie communautaire prévaut encore aux Etats-Unis sur ceux d'économie sociale et d'économie solidaire.

L'organisation des acteurs communautaires

L'élément de base de l'économie communautaire en milieu urbain aux Etats-Unis aujourd'hui est la CBO : Community-Based Organization. C'est une organisation, profitable ou non, gérée par des membres d'un quartier pour le quartier dans une logique de démocratie participative. A l'échelon territorial supérieur, on trouve les Community Development Corporations : contrairement à ce que leur nom pourrait nous laisser penser, ce sont des organisations sans but lucratif. Elles ont le même type de fonctionnement démocratique que les CBOs, mais s'organisent souvent en réseaux à l'échelle d'une agglomération ou d'un état. Les Community Development Financial Institutions, elles, sont des organismes de financement communautaire. Même si leur envergure dépasse bien souvent l'échelle du quartier, elles restent très proches de la réalité des zones où elles interviennent et des besoins spécifiques des acteurs communautaires.

De même, les Workforce Intermediaries, structures qui animent des réseaux afin de mettre en relation, notamment, employeurs et demandeurs d'emploi, prennent leur racines dans les quartiers populaires mais existent aujourd'hui à l'échelle des agglomérations et des états. Dans le milieu rural, on trouve la Community-Supported Agriculture, un modèle agro-alimentaire alternatif ancré dans le local. On appelle aussi CSA des réseaux ou associations de producteurs et de consommateurs, sur le même principes que nos AMAP

(Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne). Comme en milieu urbain, de telles organisations peuvent, d'une part, soit rester très locales, soit d'autre part s'étendre sur un territoire beaucoup plus grand, dans une logique de réseau.

Face à ces acteurs communautaires, l'Etat, bien que ne disposant pas encore d'un département dédié à l'économie communautaire ou à l'économie sociale et solidaire, est bien présent. Le ministère du logement et du développement urbain, notamment, propose plusieurs programmes pour inciter à la création d'activité locale dans les quartiers. Les ministères du commerce, des PME (Small Business Administration), de l'emploi, de l'éducation, de la santé et des transports ont chacun des programmes qui correspondent aux besoins particuliers des acteurs communautaires. Enfin, le Trésor Public finance conséquemment les Community Development Financial Institutions.

Pour finir, certains acteurs privés interviennent traditionnellement dans l'économie communautaire : les institutions religieuses et les fondations de charité. Les banques et entreprises privées apportent aussi parfois leur concours, par le biais des organisations communautaires.

Une prise en main du territoire par les acteurs communautaires

Les organisations communautaires ont différents leviers d'action sur leur territoire. Elles peuvent notamment gérer directement des activités économiques, avec ou sans but lucratif, afin de dynamiser le territoire en termes d'emploi et de fournir à la population des biens ou services auxquels elle n'a pas accès. Cette gestion directe comporte un risque de dérive isomorphe vers l'entrepreneuriat classique au détriment de l'objectif social, c'est pourquoi aujourd'hui de plus en plus de Community Based Organizations se tournent vers un modèle coopératif impliquant les usagers. Les CBOs peuvent aussi faire le choix d'être de simples soutiens aux actions de développement menées sur le territoire. Elles ont alors un rôle de coordination des différentes actions, d'assistance pour les entrepreneurs et d'intermédiaire avec d'autres acteurs économiques.

Bien sûr, certains acteurs ont des rôles plus spécifiques : les Community Development Financial Institutions, par exemple, ont toute une palette de possibilités de financements

spécifiques à proposer pour financer des actions de développement local. D'autres acteurs du financement communautaire proposent notamment des produits de micro-crédit, des fonds spéciaux pour les entreprises embauchant des personnes en difficulté, et des mutuelles communautaires. De leur côté, les Workforce Intermediaries démarchent à la fois les employeurs et les employés potentiels en cherchant à les organiser en réseaux, et militent pour un meilleur accès pour tous au marché du travail.

Utilité sociale, organisation démocratique, non-lucrativité, propriété partagée... Les exemples qui précèdent illustrent parfaitement le fait que l'on trouve dans l'économie communautaire des Etats-Unis ce qui caractérise ailleurs l'économie sociale et solidaire. De l'Histoire particulière des Etats-Unis ont émergé des valeurs qui font écho à de nouvelles formes d'économie qui voient le jour en Amérique Latine, en Europe, en Inde... Mais avec des spécificités à la mesure de la diversité culturelle états-unienne.

Les initiatives communautaires : un potentiel facteur d'isolement ?

Même si les initiatives communautaires permettent aujourd'hui à la communauté afro-américaine de s'affirmer dans la société américaine, elles peuvent devenir des facteurs d'isolement. En effet, même si ces initiatives rencontrent un certain succès au sein même des communautés, il est difficile pour les personnes externes d'adhérer et de participer aux différentes initiatives. En outre, la plupart des initiatives issues de la communauté afro-américaine s'adressent prioritairement aux Afro-Américains. L'échange intercommunautaire est ainsi très limité.

Elles peuvent ainsi constituer un risque d'enfermement du territoire sur lui-même. En effet, les mécanismes d'oppression et de ségrégation qui ont poussé les Afro-Américains à faire émerger ces initiatives communautaires impliquaient un strict entre-soi, et de tels réflexes de repli ressurgissent encore aujourd'hui dans les politiques de développement du territoire.

Les acteurs du développement communautaire portent donc aussi la responsabilité de faire vivre une dynamique intercommunautaire afin d'éviter à la communauté de s'enfermer dans une illusoire autarcie. C'est là que réside un des principaux enjeux actuels de ces initiatives.

C. L'émergence et la diffusion de l'économie sociale aux Etats-Unis

Fruit du développement communautaire et de l'Histoire particulière des Etats-Unis, l'économie sociale est peu à peu sortie du communautarisme afro-américain afin de se construire en tant qu'entité économique à part entière. Cette économie sociale et solidaire, autrefois austracisée et stigmatisée, s'est développée sur le sol étatsunien en profitant de la crise de 2007 et des soutiens entrepreneurial et gouvernemental établis.

L'impact de la crise de 2007 sur le développement de l'économie sociale aux Etats-Unis

De prime abord les Etats-Unis ne semblaient pas être un terreau fertile au déploiement de l'économie sociale et solidaire; néanmoins au fil des décennies, la solidarité née du communautarisme afro-américain s'est développée. Dans les années 70 est apparu le concept de « social impact », dévolu dans un premier temps aux politiques publiques, il s'est par la suite adapté pour l'évaluation des entreprises sociales. Mais ce sont dans les années 2000 et plus précisément depuis la grande crise que les changements en matière d'économie sociale et solidaire ont été les plus flagrants. En effet depuis la crise des subprimes qui s'est déclenchée en 2006 et qui a évolué en crise financière globale en 2007, les Américains se sont intéressés de plus en plus aux alternatives qui s'offraient à eux. Parmi celles-ci, l'économie sociale et solidaire est alors apparue pour certains comme une alternative économique plus stable et pour d'autres, ayant tout perdu, comme une nécessité. L'économie sociale et solidaire, à l'origine majoritairement intracommunautaire, s'est hissée du rang de « système D » à celui d'économie à part entière du fait de la perte de confiance massive des Américains envers le système bancaire. Si l'économie sociale en est encore à ses balbutiements sur le continent nord-américain, de plus en plus d'initiatives sont ainsi créées afin de palier les effets dévastateurs de la crise. Face au constat d'impuissance fait par la majorité des citoyens quant à un revirement économique plus florissant à leur égard, ils ont commencé à se mobiliser depuis 2007 afin de trouver ensemble des solutions locales contre la crise globale. Bon

nombre d'associations, telles que la Community Land Trust pour la réappropriation de logements vacants à faveur des plus démunis, avaient très tôt, dès 1969, vu le jour et plus récemment nombre d'autres structures émergent entre le lucratif et le non-lucratif. L'idée ainsi développée est de cesser de s'évertuer dans le "toujours plus" mais de plutôt favoriser le "bien vivre ensemble".

Depuis 2012 la « solidarity economy » a pris de l'ampleur, notamment avec la réélection de Barack Obama. Le constat fait était simple : une situation économique incertaine, une sécurité sociale extrêmement précaire et un pays hissé au 3^{ème} rang démographique mondial avec ses 305 millions d'habitants ; la nécessité de faire évoluer les choses était là.

Les Etats-Unis, ne se résumant plus dorénavant au néolibéralisme, sont ainsi devenus un vivier où les initiatives sociales et solidaires prennent force, notamment grâce au soutien de Barack Obama.

Le soutien gouvernemental amorcé par Barack Obama

Durant sa campagne électorale, Barack Obama s'est montré largement favorable à la naissance d'initiatives sociales et solidaires dans son pays, il a même fait le fer de lance de cette volonté de progression et d'évolution sociale en se basant à la fois sur le communautarisme et l'innovation sociale. Soutenu par les communautés afro-américaines, Barack Obama est ainsi devenu le premier président noir des Etats-Unis le 4 novembre 2008. Dès sa prise de pouvoir, il défendit son plan de relance de l'économie américaine en proclamant qu'il serait du devoir du gouvernement fédéral de ramener l'économie à la vie, et ce non plus seulement en comptant sur le secteur privé ; dont les limites ont divisé le pays durant la crise. En 2009 il annonça ainsi la création d'un fond d'innovation social (*the social innovation fund*). En 2013 ce fond se voyait affecter la somme de 40 millions de dollars, un an plus tard, en 2014 le Congrès a suivi Obama en lui affectant la somme de 70 millions de dollars. Ce fond destiné à l'innovation sociale aux Etats-Unis a déjà permis la création de plus de 217 associations ou structures à but non-lucratif et a permis d'aider plus de 270 000 personnes sur le pays. Actuellement le soutien gouvernemental au profit de l'économie sociale et solidaire se fait de plus en plus fort, avec encore et toujours la volonté de Barack Obama de faire évoluer les choses. L'on estime ainsi que la part du PIB américain relevant du secteur

non-lucratif serait de 8,5% en 2014 contre 4,2% en France. Corrélativement à ce soutien présidentiel, les Etats-Unis voient ainsi l'émergence de plus en plus de lois sociales dans différents états visant à formaliser localement l'économie sociale et à lui donner un cadre législatif plus important. Le projet d'une loi nationale venant institutionnaliser l'économie sociale sur l'ensemble des Etats-Unis est d'ailleurs discutée depuis 2013 au Congrès.

Cet appui gouvernemental déterminant pour le développement de l'économie sociale et solidaire sur le continent américain est relayé par les entrepreneurs sociaux et autres spécialistes du Social Business.

L'entrepreneuriat social ou l'explosion du Social Business

La vague d'innovation sociale lancée par Barack Obama a été reprise et adaptée par de nombreux entrepreneurs sociaux. Le Social Business (ou encore le la lucrativité produite de l'économie sociale) apparu aux Etats-Unis dans les années 90 a ainsi explosé depuis la crise de 2007.

L'environnement économique actuel des Etats-Unis, gangréné par la perte de confiance des citoyens à l'égard du système capitaliste et concurrencé par la Chine, a dû entrer dans une phase de mutation profonde. C'est dans une volonté d'intérêt général, et en voulant apporter des solutions concrètes à des problèmes sociaux, économiques et environnementaux donnés que l'entrepreneuriat social s'est développé. Les américains ont, traditionnellement, une forte inclination pour le don et la philanthropie²⁵, en 2013 le montant des dons philanthropiques atteint ainsi les 300 milliards de dollars, soit 2% du PIB américain (contre à peine 0,2% du PIB en France). Ce sont ces élans philanthropiques, tant religieux que culturels, qui ont participé à la diffusion de l'économie sociale aux Etats-Unis et permis d'entreprendre cette démarche actuelle de transition économique. Ainsi, par exemple, la ville de Charleston, en Caroline du Sud, se retrouve être depuis plusieurs années le lieu de naissance de véritables « startups solidaires ». Beaucoup de jeunes entrepreneurs sociaux s'y rassemblent pour créer des entreprises plus responsables, ne recherchant plus uniquement le profit mais la revalorisation du capital humain avant le capital économique. La Californie, pôle américain dynamique, se

²⁵ Tocqueville, Alexis, *De la Démocratie en Amérique*, Paris, Flammarion, 1840

mobilise également par la sensibilisation des jeunes à la solidarité et à l'environnement, afin de former une nouvelle génération plus responsable. La prolifération de ces pratiques d'entrepreneuriat social et la mobilisation croissante des citoyens envers ces initiatives sont vecteurs d'une dynamique positive permettant l'émergence de solutions alternatives durables. Néanmoins, le social business, actuellement largement pratiqué par ces entreprises, est une forme d'entrepreneuriat social dont les effets sont largement discutés dans la sphère de l'économie sociale. Le Social business est à la croisée entre isomorphisme capitaliste et intérêt social marqué, qui permet aux entreprises de faire de l'argent en luttant contre la pauvreté. Un paradoxe dont les effets restent surveillés de près par les associations et ONG locales qui tentent d'éviter les débordements et la mise en place d'une nouvelle forme d'exploitation économique.

Les Etats-Unis, traditionnellement terre d'échanges et de multiculturalisme, viennent aujourd'hui à hybrider leur système économique en laissant une part nouvelle au développement de l'économie sociale. Cette économie sociale institutionnalisée, inspirée par le communautarisme afro-américain, vient ainsi prendre peu à peu une place déterminante dans la mutation économique amorcée par le gouvernement et les entrepreneurs américains depuis 2008.

Conclusion

Le contexte social et politique particulier des Etats-Unis donne lieu à l'émergence de pratiques économiques et sociales innovantes, suite à l'expérience de diverses situations de crises, d'exclusions et de souffrances. Si initialement ces pratiques visent à faire disparaître les distinctions, notamment de race, elles ont parfois pu connaître des déviations au point de devenir elles-mêmes excluantes. Ces initiatives économiques communautaires, assimilables aux pratiques de l'économie sociale et solidaire que nous connaissons en France, gardent tout leur sens dans un contexte de crise tel que celui d'aujourd'hui. Il faut trouver d'autres façons de consommer, de penser, de créer du lien social.

C'est avec des travaux comme ceux de Jessica Gordon avec son livre *Collective Courage* que le panel de la multiplicité de dispositifs et d'initiatives sociales et solidaires aux Etats-Unis s'exprime. Ce qui émerge donc, c'est l'importance de la multiculturalité. Cette notion de culture, et plus particulièrement de culture afro-américaine est difficile à construire car ses limites ne sont pas strictes, dures, et ancrées. Elles sont plutôt modulables, se redéfinissant en permanence à travers les périodes, les crises et les leaders. L'objectif ici a été de démontrer que ces notions de communautarisme, de culture, de coopération, ont été au fil du temps rassemblées en une mouvance territoriale organisée. Désormais, la multiculturalité, thématique centrale actuelle, soulève la question, non plus de l'existence, mais bien de la cohésion d'un ensemble mondial d'initiatives solidaires et citoyennes où l'économie est remise au service de l'Homme et de son environnement.²⁶

En Amérique du Sud, se pratique *la economia popular y solidaria* et se construit la philosophie du *buen vivir*. Les concepts de travail en collaboration, de respect de la Nature et de l'Homme, y sont ancrés de part l'héritage d'une tradition indigène. Pendant longtemps les pays du Nord se sont imaginés détenteurs d'un savoir, d'une façon de penser et de vivre à étendre au monde entier comme paradigme prédominant. En l'occurrence, la libéralisation des individus, des marchés et l'accumulation de capital productif sont les résultantes de cet idéal

²⁶ Hollinger, David, *Postethnic America. Beyond multiculturalism*, New York Basic Books, 1995, p 210.

aujourd'hui de plus en plus contesté. Certaines parties du monde, à l'instar de l'Amérique du Sud, ayant longtemps subi la dominance capitaliste, ont été les précurseurs des pratiques de solidarité citoyenne, de pratiques à capital humain plutôt que financier, ainsi qu'en matière de pratiques respectueuses de la Nature, correspondant à la philosophie dite du "Buen Vivir".

Est-il pertinent de préserver ces spécificités en respectant leur émergence historique particulière ou est-il réaliste d'aspirer à l'utopie d'un modèle homogénéisé d'une économie alternative mondiale ?

Remerciements

Nous tenons à remercier spécialement Monsieur Eric Agbessi qui nous a aidés tout au long de la rédaction de cet article, à la fois avec des conseils avisés et des encouragements dûment appréciés.

Nous souhaitons également remercier Madame Gloria Maffet pour avoir été si disponible et toujours de bon conseil.

Nous remercions enfin Marc Fourches et Eric Dacheux pour leurs observations pertinentes et leurs indications constructives.

Bibliographie

Amendements XIV et XV de la Constitution américaine;
<http://constitutioncenter.org/constitution/the-amendments>

Benn Micheals, Walter, *The Trouble with Diversity*, New York, Henry Holt, 2006

Collectif, *Le Petit Larousse Grand Format*, Larousse, 2013

Constant, Fred, *Le multiculturalisme*, Flammarion, 2000

Dubois, W.E.B., *The souls of Black folk*, A.C. McClurg & Co., 1903

Fairfax, Jean, *Black Philanthropy : its history and its future in New Directions for Philanthropic Fundraising*, Wiley, 1995

Finkelman Paul, *Encyclopedia of american african story*, Oxford, Oxford university place.

Folhen, Claude, *Les Noirs aux Etats-Unis*, collection Que sais-je ?

Garvey, Marcus, *The principles of the Universal Negro Improvement Association speech*, 1922

Garvey, Marcus, *Philosophy and Opinions of Marcus Garvey*, The Majority Press, 1923

Gordon Nembhard, Jessica, *Collective Courage: A History of African American Cooperative Economic Thought and Practice*, Penn State University Press, May 5, 2014

Hersent, Madeleine ; Palma Torres, Arturo, *L'économie solidaire en pratiques*, Erés, 2014

Hofstede, Geert, *Culture's Consequences: Comparing Values, Behaviors, Institutions and Organizations Across Nations*, 2nd Edition, Thousand Oaks CA: Sage Publications, 2001

Hollinger, David, *Postethnic America. Beyond multiculturalism*, New York Basic Books, 1995

Jones, Angela, *African American Civil Rights Early Activism and the Niagara Movement*, Praeger Publishers Inc, 2011

Kirszbaum, Thomas, *Le développement économique communautaire aux Etats-Unis*, rapport de la Délégation Interministérielle à la Ville, 2005

Laville Jean-Louis, *L'économie solidaire. Une perspective internationale*, Hachette Littératures, 2007

Laville, Jean-Louis, *Economie solidaire : des initiatives locales à l'action publique et Varia*, n°190, 2007, de la *Revue Tiers-Monde*

Portes, Jacques, 2013, *Histoire des Etats-Unis : de 1776 à nos jours*, éditions Armand Colin.

Tocqueville, Alexis, *De la Démocratie en Amérique*, Paris, Flammarion, 1840

Le Tréhondat, Patrick, *Black power et autogestion*, Association Autogestion (www.autogestion.asso.fr), septembre 2014

The Niagara Movement, *Declaration of principles*, 1905

Van Eersel, Tom, *Panthères noires, Histoire du Black Panther Party*, l'Échappée, 2006

Wacquant, Loïc, *De la "terre promise" au ghetto, La grande migration noire américaine*, Actes de la recherche en sciences sociales. Vol. 99, septembre 1993. Migrations et minorités. pp. 43-51